

5F

n° ISSN 0181-1800

N° 36

Alarme

FERMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

" PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES,
LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT. "

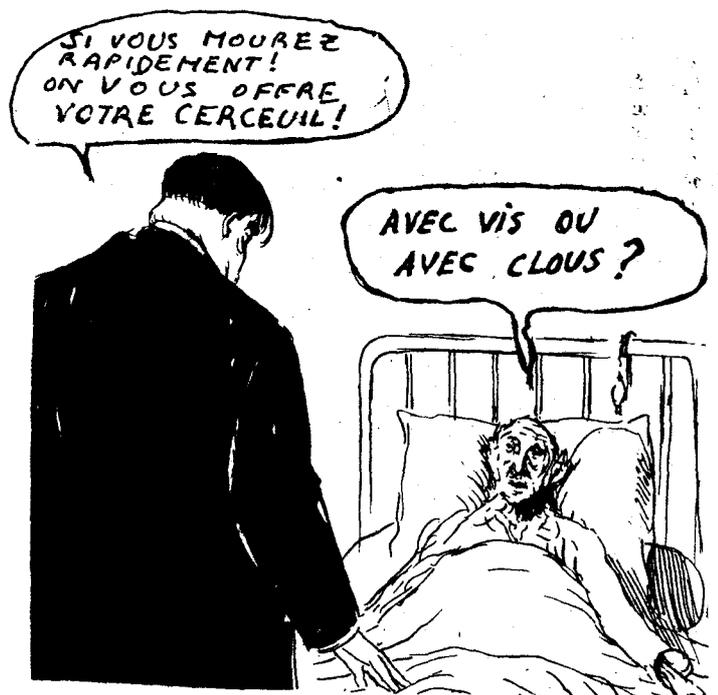
LA SECU: ESCROQUERIE,

INJUSTICE,

CONTRAINTE !

"Selon l'agence centrale des organismes de sécurité sociale, il n'y aurait plus un sou en octobre prochain pour rembourser les malades ou payer les retraites..." rapporte le "canard enchaîné" du 15/4/87. De là l'idée du gouvernement français d'organiser cette année des états généraux de la sécurité sociale qui visent principalement le régime général des salariés et ses 25 milliards de déficit.

Au regard des systèmes étrangers de protection sociale et quand ils existent, les salariés français sont, par chauvinisme, généralement fiers de leur sécurité sociale. Cependant si elle n'était pas auréolée du titre élastique de "conquête ouvrière", pour la classe ouvrière, la sécurité sociale française ne serait qu'un superbe révélateur de l'injustice sociale et du manque de liberté. Tous les ouvriers le sentent, les critiques et les blagues sur la sécu foisonnent, mais aucun ne le dit quand il faudrait que cela fut dit, c'est à dire quand il s'agit de réagir contre les baisses de prestations sociales. Cette perte de mémoire s'explique. La part patronale des



cotisations destinée au financement du régime général et la fausse idée anti-capitaliste qui lui est liée jouent en partie le rôle de garde-fou contre une violente remise en cause. En un mot, ou presque, pour la classe ouvrière, la sécu n'est pas si juste que ça, mais tant que les patrons seront contraints de payer pour elle; il faut la défendre telle qu'elle est avant de pouvoir l'améliorer en votant pour tel parti ou tel syndicat qui sauront à sa tête l'orienter vers une plus grande équité.

Pour batailler contre les fausses idées de la classe ouvrière en ce qui concerne la sécu, il nous semble utile de faire préalablement un détour par les dernières propositions du ministre des affaires sociales, Séguin. D'une part parce que celles-ci se profilaient déjà lorsque la gauche était au gouvernement et qu'elle prétend aujourd'hui s'opposer aux mesures anti-sociales. D'autre part parce qu'elles montrent le peu d'originalité des technocrates capitalistes de droite ou de gauche et aussi la dégénérescence du capitalisme.

En premier lieu rappelons donc que la gauche est à l'origine du forfait journalier hospitalier non remboursable, qu'elle a aligné les tarifs de l'assistance publique sur ceux plus onéreux de la médecine libérale, qu'elle a transformé quantité de médicaments en médicaments dit "de confort" moins bien remboursés, enfin qu'elle a organisé des campagnes de chasse à l'arrêt de travail avec la bénédiction d'E. Maire et de la CFDT. Alors, prolétaires, allez-y, VOTEZ! Aujourd'hui la droite a

repris le flambeau à l'appel des syndicats de médecins qui réclamaient la réduction des remboursements à 100% et elle espère aussi combler le déficit de 25 milliards sur le dos des ouvriers. Pour le déficit, Séguin, imitant en cela son prédécesseur "socialiste" Bérégovoy, est lui aussi en train de monter une opération mensongère puisqu'il ose parler de justice fiscale en taxant de 1% les revenus du capital. D'après le "canard enchaîné" du 15/4/87 cette ponction rapporterait à peine 2,6 milliards de francs. Par contre et c'est là que la prétendue justice doit briller de tous ses feux, puisque 1=1, Séguin prévoit aussi un prélèvement de 1% sur les revenus des salariés et des...retraités, qui doit rapporter lui, dans les 20 milliards de francs. Justice? Il y a deux siècles un révolutionnaire bourgeois, Robespierre exprimait ainsi sa conception de la justice sociale:

"Les secours indispensables à celui qui manque du nécessaire sont une dette de celui qui possède le superflu."

Aujourd'hui les technocrates capitalistes disent:

"1% partout! telle est la justice fiscale, sociale..."

Et d'ajouter, à l'instar de Séguin sur les ondes d'Europe 1 le 8 mars:

"Si les français préfèrent manger des médicaments plutôt que de la viande rouge, je ne vois pas pourquoi je le leur interdixais. Je leurs demande seulement d'assumer leur choix"

Nous imaginons la catégorie de français visés car les capitalistes peuvent, eux, se goinfrer et de médicaments et de viande rouge. Une

fois encore, Séguin n'est pas très original si ce n'est par son cynisme, car l'idée se retrouve sur la bouche de tous les politiciens qui doivent affronter le gouffre de la sécu: le populo est si imbécile ou si perfide qu'il ruine l'institution et les efforts du technocrate. Laissons donc au révolutionnaire bourgeois déjà cité le soin de répondre et apprécier le degré d'involution du capitalisme:

"Toute institution qui ne suppose pas le peuple bon et le magistrat corruptible, est vicieuse" disait Robespierre.

Certe, le devoir actuel des révolutionnaires n'est pas de dire que la sécurité sociale est une institution vicieuse, quoique cette histoire de déficit perpétuel paraisse plutôt louche et que régulièrement remonte à la surface des cas de corruption ou de financement voilé dont par ailleurs les syndicats "ouvriers" ne sont pas les derniers à profiter. Non, le devoir des révolutionnaires prolétaires est d'affirmer contre vents et marées que la sécu n'est pas une conquête ouvrière même s'ils jugent nécessaire et souhaitable que la classe ouvrière se défende contre la baisse des prestations sociales. Parce qu'après tout, en dernière instance, à cause de cette fausse dénomination de conquête ouvrière la classe ouvrière risquera de tout accepter pourvu que vive la sécu. Si la CFDT se permet de parler allègrement de sacrifices nécessaires en échange de prétendues avancées ("le monde" du 3/3/87), c'est qu'elle possède un public et pas seulement dans les ministères. Alors, une nouvelle fois et pour deux autres raisons majeures, la sécu n'est pas une conquête ouvrière.

Premièrement, la sécurité sociale étendue à toutes les catégories de salariés, est une concession que le capitalisme a fait, dans l'entre deux guerres, à l'ardeur revendicative du prolétariat. Cependant, à cette époque la partie que jouait non pas le seul prolétariat français mais international, c'était la révolution socialiste mondiale. Il aura fallu tout le poids d'une contre révolution russe passée inaperçue ou incomprise et il aura fallu toute la puissance contre révolutionnaire

des staliniens du monde entier qui usurpaient le socialisme, pour faire admettre au prolétariat qu'il devait se contenter de soi disant "avantages" sociaux dont certains, comme la sécu, furent réellement consolidés par De Gaulle en 1945. Par ailleurs cette conquête", la sécu, s'est ensuite introduite dans d'autres pays sans qu'intervienne le prolétariat voir même après qu'il eût subit une terrible défaite. Ainsi, en Espagne c'est Franco qui institutionnalisa la sécu. En France, les bureaucrates syndicaux finirent par siéger et siègent encore au conseil d'administration de la sécu. Pendant ce temps les ouvriers devaient et doivent toujours se satisfaire de piteux "avantages" sans rapport avec ce qu'ils auraient pu réaliser socialement s'ils avaient su s'emparer du pouvoir contre les staliniens. Nous le remarquons, la sécu est en fait une conquête des staliniens et des syndicats sur la classe ouvrière et elle est un vestige de la défaite du prolétariat mondial.

Si nous devons alors admettre qu'elle est une conquête ouvrière, rien ne nous empêcherait d'admettre en toute absurdité et par comparaison sommaire que l'impôt sur le revenu est une mesure nettement socialiste, tant il est vrai qu'à bien des égards il est moins marqué du sceau de l'injustice. En effet, l'impôt est progressif et relatif au revenu tandis que les cotisations sociales sont, elles dégressives au delà d'un certain plafond (un PDG cotise donc relativement moins qu'un smicard). Ceci nous conduit à notre seconde raison, d'ordre économique, qui accuse la sécurité sociale française d'être une pure infamie capitaliste. Chacun sait que le régime général des salariés est financé par les cotisations salariales et patronales. De par la contribution patronale, chacun s'imagine que la sécurité sociale repose, en partie, sur une idée anti-capitaliste. Il n'y a rien de plus faux et de plus anti-socialiste. Expliquons nous. La part patronale des cotisations est un pourcentage de la masse salariale destinée, par l'intermédiaire de la sécu qui l'encaisse, à recouvrir les dépenses de santé des ouvriers ou leurs pertes de revenu pour cause de maladie. Tout comme la cotisation salariale elle contribue à garantir aux ouvriers un minimum de salaire afin qu'ils puissent, plutôt mal que bien d'ailleurs, conserver et reproduire leurs forces de travail, en cas de maladie. Pour le système capitaliste en général, les cotisations sociales, patronales et salariales doivent donc être l'assurance d'une force de travail régénérée en dépit de la maladie et la garantie de moins en moins troublée de substantiels profits à venir. Rien ne distingue donc l'une et l'autre part des cotisations si ce n'est que la part patronale n'apparaît pas sur le bulletin de paye de chaque ouvrier et

qu'elle n'est pas réglée à la sécu selon la périodicité des salaires. Voilà pour le principe qui montre que la part patronale n'est pas un cadeau fait aux ouvriers puisqu'elle doit garantir leur exploitation, sans laquelle par ailleurs et sans son intensité actuelle, il n'existerait pas plus de part "patronale" que d'assurance maladie, de système de retraite ou autres prétendues "avantages" misérables en comparaison des profits. En pratique, c'est à dire en considérant le capitalisme dans ses aspects particuliers, nous nous apercevons même que la part dite "patronale" est en fait un cadeau des ouvriers aux capitalistes car nombre de ces derniers arrivent à s'exempter de leurs charges sociales grâce à de fréquentes mesures gouvernementales dont la droite ne possède pas l'exclusive. Et ce n'est pas tout. Récemment un journaliste, J.J. Dupeyroux, considérant que la part "patronale" participe comme la part salariale à l'entretien des ouvriers, a dit à son propos qu'elle est un camouflage de cette entretien ("le monde" du 15/4/87). Son but, réactionnaire, était de faire apparaître, en la morcelant, cette part, sur les bulletins de salaire afin d'inciter les ouvriers à diminuer leurs dépenses de santé! Mais, enfin, il arrivait par sa comptabilité, à cette conclusion:

"La sécurité sociale au sens large coûte plus de 4000 fr par mois à un ménage de smicards"
Et notre journaliste, éducateur maladroit et réactionnaire, s'arrêtait là ou presque. Pour notre part cette comptabilité révèle toute l'aberration du capitalisme. En effet cela signifie que le ménage de smicard travaille (et non pas dépense au sens stricte) cent fois plus pour pouvoir se soigner que pour scolariser ses enfants ou s'éduquer personnellement, et, ce, sans aucune liberté pour modifier ce rapport délirant. On appréciera à sa juste valeur les discours qui font dépendre une bonne gestion de la sécu de l'éducation des assurés sociaux. De plus nous demandons: Quel patron, quel spéculateur engageraient de telles proportions de leurs revenus (à défaut de travail) pour être, eux-mêmes, couverts contre la maladie ou la vieillesse?!

Par conséquent, loin d'être une mesure anti-capitaliste, la contribution patronale multiplie par deux ou trois ce que les ouvriers supportent déjà, à savoir que la sécurité sociale n'est qu' ESCROQUERIE, INJUSTICE, CONTRAINTE. Tous ceux qui parlent d'elle comme d'une "conquête ouvrière" sont de fiéffés réactionnaires, à commencer par la CGT qui appelait à manifester sur ce thème avec pour mot d'ordre: "La sécu; c'est la vie!". de toute manière par cette opération, la CGT s'occupait plus de redorer son blason ainsi que celui du P"C"F. Cependant, la CGT, elle aussi possède ses solutions miracles pour combler le trou de

la sécu, solutions soi disant "ouvrières", il va sans dire. Selon le "monde" du 24/3/87 la CGT propose, entre autres choses, d'imposer les bénéfices des entreprises. Cela signifie que pour être couvert contre la maladie, les ouvriers devront par leur travail augmenter les profits des capitalistes et qu'ils devront donc être plus exploités. Bravo Krasuki! Plus les ouvriers seront exploités plus ils seront malades, n'est il pas vrai? Et toi de répliquer, plus ils seront malades plus ils devront être exploités! Sinistre logique faussement réaliste de tous ceux qui n'entrevoient pas d'issue révolutionnaire immédiate, ou dont la fonction comme les syndicats est de lui barrer le chemin. A l'allure ou vont ces défenseurs des prétendues "conquêtes ouvrières", la sécu finira par devenir une entreprise de pompes funèbres et la victoire des ouvriers sera d'avoir leur place au cimetière. La sécu, c'est la vie, n'est ce pas?

Alors que les capacités de production ont aujourd'hui atteint une telle puissance qu'il serait enfin possible à l'humanité de satisfaire et d'harmoniser tous ses besoins, les uns suggèrent d'accroître l'exploitation, les autres de choisir entre les médicaments et la viande rouge. Des suggestions des uns et des autres, il résulte que la survivance des rapports de production capitalistes fait régresser l'humanité en comparaison de son évolution technique. Par conséquent, la classe ouvrière qui produit toutes les richesses de la société et qui subit toutes les aberrations d'un système social caduque, doit nécessairement se battre pour satisfaire ses besoins que le capitalisme est de plus en plus incapable de garantir. Cependant cette lutte est inséparable d'un combat pour un type de société supérieure débarassé de l'exploitation capitaliste et rendu possible par le développement technique.

C'est pourquoi nous disons:

Erivez-nous !
Prenez contact avec nous !
Militez pour la révolution socialiste !

LISEZ " L'ARME DE LA CRITIQUE " !

supplément à "ALARME"

POUR TOUTE CORRESPONDANCE : ALARME (écrire sans autre mention)
ALARME B.P 329
75624 PARIS
CEDEX 13
Apdo 5355 BARCELONA (ESPAGNE)

-Défendre la sécu, cette institution dévorante qui permet à toutes les crapules capitalistes, syndicats compris, de dominer la classe ouvrière? NON!

-Combattre, en excluant violemment les syndicats, les baisses de prestations sociales comme autant de diminutions des salaires réellement perçus et exiger de meilleurs remboursements, au mépris des finances de la sécu? OUI!

Et le prolétariat doit donc aussi revendiquer:
-Moins de travail et plus de paie!

Moins de travail! et ainsi le prolétariat s'exposera moins à la fatigue, à la maladie et aux dérèglements de la personnalité, véritables maux de société pour ces derniers. Plus de paie! et ainsi le prolétariat pourra affronter plus rapidement ses dépenses de santé en subissant moins les tracasseries et les humiliations des administrations.

Par ces revendications qui réhaussent sa dignité si elles s'inscrivent dans un combat anti-capitaliste, le prolétariat gagnera ainsi en liberté car il pourra se consacrer à tous ses besoins et consommer autant, sinon plus, pour sa propre culture que pour sa santé. La proclamation et la réalisation de ces revendications, au mépris d'institutions qui devront être détruites révolutionnairement préparent donc le prolétariat à réorganiser toute la société sur des bases humaines et non mercantiles. Seule une société débarassée de la loi du profit sera capable de garantir la sécurité de l'humanité contre les méfaits de la maladie ou de la vieillesse, et ce d'autant plus que les grands fléaux insécuritaires tels que les famines ou les guerres auront été éliminés. De plus l'humanité tendra alors à se distinguer par le jaillissement de tous les besoins jusque là étouffés par les préoccupations strictement matérielles.

La révolution socialiste, c'est la vie!

TCHERNO-BALE-BYL: L'ARBRE QUI CACHE LA FORET !

Une année après la catastrophe de Tchernobyl, et dont l'anniversaire a suscité de nombreuses manifestations, en France la centrale nucléaire Super-phénix vient de filer des sueurs froides à bon nombre de personnes qui sans doute fêteront l'an prochain l'anniversaire de la catastrophe de... Super-phénix! Des différents accidents ou incidents qui surviennent dans les centrales nucléaires, et ce même au "paradis technologique américain", rares sont ceux qui, hormis les écolo-gisants, semblent s'émouvoir activement en regard du potentiel destructif que le nucléaire recèle. Le simple quidam n'en a retenu que le discours rassurant des spécialistes ou celui plus inquiétant de ceux qui critiquent les tares de sécurité dans les centrales. Autant dire que livré aux "spécialistes" le problème est vidé de son réel contenu dans la mesure où le citoyen-prolétaire est exclu de la réelle alternative à poser. Nous y reviendrons. (Hasta luego!).

Cette épée de Damoclès suspendue au-dessus de nos chères grandes têtes blondes ou brunes semble réveiller autant l'horreur en face de la bêtise érigée en système meurtrier que de sympathie vis à vis de la simple révolte, sans parler, cela va de soi, des idées révolutionnaires. Il est vrai que l'intérêt national, l'indépendance énergétique et le redressement économique sont des arguments chocs pour justifier la résignation, l'apathie ou le je m'en foutisme ambiant quant aux intérêts généraux de la planète. Pauvre planète qui porte sur son front le chancre mou d'une misère chronique que le progrès de la technologie rend chaque jour plus dramatique. La fausse alternative posée est réduite à sa plus simple et grotesque expression: arrêter le nucléaire ou ne pas l'arrêter? That is the question!

Cette alternative est une question que seuls les fameux spécialistes cités plus haut peuvent débattre, l'ignorance crasse de la population et du prolétariat plus particulièrement ne pouvant que favoriser ce fait. Et pourtant, nombreux sont ceux qui se fourvoient dans cette alternative, préférant être borgnes au pays des aveugles (ou bègues au pays des muets) en taisant et cachant la réalité sociale des centrales nucléaires: ce sont des entreprises nées de la société d'exploitation par le salariat pour le maintien et le renforcement de celle-ci.

De ce fait, le profit étant le nerf de la guerre et de la croissance économique, rien d'étonnant à ce que l'option nucléaire con-

duise aux mêmes abjections que l'ensemble du système dont elle est issue: produire en minimisant les coûts et sans se soucier de ce que cela bénéficie ou non à l'humanité dans son ensemble. C'est plutôt du contraire qu'il s'agit, car le progrès technologique pris dans son ensemble se retourne inexorablement contre cette même humanité dont l'intérêt vital passe par la suppression des frontières et du travail salarié. A ce titre il n'est pas étonnant de constater que les premiers à jouir (aujourd'hui encore) des "bienfaits" d'une technologie performante sont soit dans les cimetières d'Hiroshima et de Nagasaki, soit dans les mains d'autres spécialistes pansant les plaies physiques et mentales du progrès en question! Et bien sûr certains ne s'offusquant qu'à moitié, prétextent "le mal nécessaire" inhérent à tout progrès, et se voilent la face pudiquement devant les atrocités de ce même progrès qui reste incapable de débarrasser la Terre de son anachronique misère sociale.

Si la misère relative et absolue s'accroît alors que la technologie n'a jamais été aussi performante, il y a là un iatus, celui là même qui incite la civilisation capitaliste à une course en avant morbide et frénétique. Divisée par un antagonisme de classes, sans plus aucune raison objective depuis près d'un siècle, la société capitaliste avide de profits ne peut que miser sur le nucléaire et si les moyens consacrés à la prévention des accidents potentiels varient selon la situation économique du moment, il n'en demeure pas moins que la question de son utilisation ou de sa non utilisation ne peut se résoudre dans le cadre d'une société dont la majorité est exempte du pouvoir sur sa propre existence en général, et confinée en tant que classe exploitée dans l'abrutissement séculaire. Cette classe exploitée, productrice de toutes les richesses subit en tant que prolétariat l'arbitraire dictature du Capital, internationalement, dictature économique dont les prolongements s'immiscent dans tous les aspects sociaux, affectifs culturels et spirituels de sa survie.

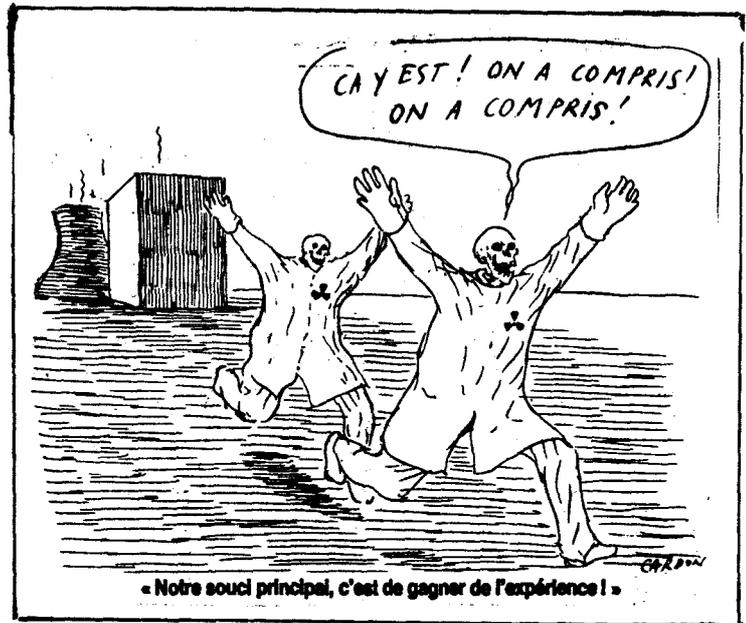
Le prolétariat est en fait seul apte à poser les conditions de l'usage de l'appareil productif, donc des progrès que celui-ci entraîne. Et cette aptitude ne pourra devenir réalité que par sa révolte insurrectionnelle, insurrection qui permettra de résoudre l'ensemble des contradictions sociales qui engendrent les accidents, catastrophes que régulièrement nous prenons sur la trombine parce que produits d'une société qui ne prend en compte que la solvabilité du citoyen-prolétaire.

De fait l'alternative réelle (coucou! la revoilà!) aujourd'hui est révolution sociale ou barbarie totale, barbarie dont l'accident nucléaire, la guerre ou la famine ne sont que des conséquences logiques. Le communisme est seul capable d'oeuvrer à la satisfaction des besoins humains en débarrassant la planète des antagonismes de classes. En ce sens, il réintroduira la véritable écologie, celle qui harmonise les rapports des individus entre eux, et des individus avec la nature. C'est-à-dire, que en dehors de la perspective d'une réappropriation par l'ensemble de la société du patrimoine historique que ses forces productives ont engendré, tout le reste ne sera que caudère sur jambe de bois et ne fera qu'entériner l'anarchie d'un mode de production caduc, irrationnel et criminel.

Au travers et par delà le nucléaire, c'est donc l'ensemble de l'organisation sociale qui doit être visé et mis à nu pour ce qu'il est : un immense marché sordide où l'être humain est une marchandise privilégiée et ravalée au rang de bête à produire, quitte à que ce soit les propres éléments de sa négation. Mort-vivant, l'Homme s'apprête à périr une nouvelle fois sur l'autel de

l'économie marchande, atomisé!

Alors, nucléaire ou pas nucléaire, messieurs les capitalistes, les ramollis du bul-



be et les faux sourds-muets-aveugles, cela ne nous intéresse pas en soi, nous préférons la subversion explosive de votre ordre social stérile, classe contre classe!

PUBLICATIONS DU F.O.R

EN FRANÇAIS

<i>Parti-Etat, stalinisme, révolution : G.Munis</i>	.....30,00
<i>Les syndicats contre la révolution : B.Péret, G.Munis</i>	..30,00
<i>Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial (reproduction de l'édition de 1946) G.Munis</i>	30,00
<i>Le manifeste des exégètes (reproduction de l'édition de 1946) B.Péret</i>	.....30,00
<i>Fausse trajectoire de Révolution Internationale</i>	.....10,00
<i>Alarme spéciale organisation (n°13)</i>	.....5,00
<i>Alarme collection complète par 10 numéros</i>	.....40,00
<i>Pour un second manifeste communiste</i>	.....25,00
<i>Analyse d'un vide, cinquante ans après le trotskisme</i>	..25,00

EN ESPAGNOL

<i>Jalones de derrota, promesa de victoria : G.Munis</i>	....150,00
<i>Pro segundo manifiesto comunista</i>	.....25,00
<i>Llamamiento y exhorto a la nueva generación</i>	.....15,00
<i>Trajectory quebrada de Revolución Internacional</i>	.....10,00
<i>Explicación y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV internacional (1949)</i>	.....15,00
<i>Análisis de un vacío, cincuenta años después, el trotskismo</i>	
<i>Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial (1946)</i>	
<i>El SWP y la guerra imperialista (1945)</i>	.....30,00
<i>Reproducción por tema de "ALARMA" 1era y segunda serie (1958-1976) : Revolución social y luchas de clase en España, Consciencia revolucionaria y decadencia capitalista, Situación internacional y luchas proletarias, Rusia, China, Cuba y satelites ; C/U</i>	.....55,00

IRAN-IRAK: DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE !

Le spectre de la guerre, qui paraissait s'éloigner définitivement avec la fin de la seconde guerre mondiale, est en fait rapidement revenu confirmer la nocivité du système capitaliste. Le monde ainsi que sa marchandise la plus précieuse, le prolétariat, a été alors réparti entre l'Est et l'Ouest. Avec le consentement de l'Occident, la Russie a étendu ses frontières, monopolisant l'exploitation de nombreux pays d'Europe centrale et nordique et réalisant ainsi un rêve des Tzars. Par ailleurs les USA ont affirmé leur domination sans partage de la majeure partie de l'économie mondiale. Bref, les deux blocs rivaux et impérialistes ont redessiné le globe terrestre, englobant des millions de prolétaires et les soumettant au joug d'une exploitation capitaliste bien plus intense qu'avant la guerre.

Par conséquent la guerre, loin de résoudre les contradictions du système capitaliste, les aiguise et les reporte à la fois. En effet, elle implique une concentration plus grande des forces productives au sein du capitalisme et donc un appauvrissement relatif plus important du prolétariat. Elle est donc un détonateur permanent dont le capitalisme se sert pour son auto-régulation. La loi de la valeur et sa matérialisation en profits pousse sans cesse les blocs à s'affronter économiquement politiquement et militairement, directement ou par pays interposés. Pour cette raison, la guerre ne s'arrête jamais sur la planète, les impérialismes Russe et Américain alimentant toujours des conflits locaux depuis la 2^{ème} guerre mondiale. La guerre Iran-Irak est l'un des produits de cette concurrence effrénée.

LA "REVOLUTION" ISLAMIQUE ET LES BLOCS IMPERIALISTES

L'Irak a franchi la frontière iranienne en septembre 1980 pour récupérer trois îles du détroit d'Ormuz occupées par l'armée du Shah depuis 1971 et faire main-basse sur le Kuzistan, région pétrolifère. L'Irak escomptait une victoire rapide (en une ou deux semaines) sur les troupes de l'Ayatollah, profitant du désordre occasionné par la "révolution" islamique.

Mais cette guerre entre maintenant dans sa 7^{ème} année, avec en tout plus d'un million de morts, des millions de mutilés et de blessés avec de graves séquelles physiologiques et psychologiques. Sa durée et sa férocité peuvent seulement se comparer avec les première et deuxième boucheries mondiales. Le prétexte invoqué par l'Irak pour déclencher la guerre montre l'arbre et cache la fofet. En effet, lors de la proclamation de Khomeiny d'étendre la "révolution" islamique, plusieurs pays riches en pétrole et gouvernés par des satrapes, se sont trouvés fort vulnérables devant les minorités intégristes pouvant servir de courroie de transmission à la politique iranienne. Cette instabilité politique a déterminé des pays comme l'Arabie Saoudite, le Koweït, l'Oman, etc, à se débarrasser rapidement du péril intégriste. La solution a été de pousser et compromettre l'Irak dans un conflit militaire avec l'Iran et de réaliser ainsi trois objectifs :

- 1°) Repousser le défi de l'exportation de la "révolution" islamique
- 2°) Se débarrasser de l'Irak, grande puissance pro-russe de la région
- 3°) Profiter de la guerre pour obtenir une hausse de l'or noir.

Le conflit a aussi été très bien accueilli par les deux grandes puissances. En effet les USA avaient tout à y gagner, après avoir perdu le contrôle stratégique de la région, lors de la chute du Shah. Quant à la Russie, elle craint l'agitation de ses républiques islamiques frontalières de l'Iran. Aussi les USA rétablirent-ils lentement leurs relations avec l'Irak, suspendues depuis la guerre des six jours, et restées en l'état à cause d'un traité de coopération Bagdad-Moscou. Cependant les russes, hésitant entre l'Iran et l'Irak, livrèrent des armes aux deux. Comme de bien entendu, c'est le TUDEH, le parti stalinien officiel, qui servit d'intermédiaire entre les islamistes chiites et Moscou. La lune de miel a peu duré et en 1983 le Tudeh est interdit, ses militants poursuivis et emprisonnés. Cette baisse de l'influence russe au profit des USA ne s'est pas traduite par une rupture des relations commerciales mais seulement par une baisse de leur intensité.

Il faut remarquer qu'après la chute du Shah, les différentes purges politiques

(Bani Sadr, Tudeh, Moudjahidinn du peuple,) ont peu à peu consolidé le pouvoir absolu dans les mains de l'Imâm Khomeiny, le pouvoir d'Etat passant de la dynastie Pahlavi pro-occidentale capitaliste à l'oligarchie chiite capitaliste, aussi réactionnaire sinon pire que la première. En effet le clergé chiite a construit un Parti-Eglise-Etat où la loi du Coran et la loi du Capital sont fondues. A l'exploitation des prolétaires, à la misère du salariat, s'ajoute la terreur religieuse coranique, nécessaire aussi pour que ceux qui ne sont pas exploités aillent à la guerre, leurs enfants y compris, pour servir de chair à canon. Seules les formes de l'exploitation ont changé, augmentant la confusion des esprits en mêlant les lois de la production de la démocratie bourgeoise aux normes cléric-civiles du Coran.

LE MONDE ARABE ET L'INFLUENCE DES BLOCS

Le Koweït, le Qatar, les Emirats Arabes Unis, l'Oman et l'Arabie Saoudite ont formé le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) qui représente d'un côté, une base de soutien militaire à l'Irak et de l'autre, une protection mutuelle contre la guerre et ses conséquences futures dans la région. De même la majorité des pays arabes, au nom de la solidarité des pays "frères", soutient l'effort militaire de l'Irak. L'Algérie et le Yémen du Sud (pro-russe) ont opté pour la neutralité. Seules la Syrie et la Libye soutiennent l'Iran.

Les puissances impérialistes ont su profiter de ce contexte pour vendre des armes et des équipements sophistiqués aux pays du CCG, pays riches en pétrodollars et qui craignent pour leur stabilité.

Contrairement à une idée reçue, la diplomatie russe a su mieux capitaliser la situation que les USA et affirmer sa présence politique et commerciale dans région d'où elle était jusqu'alors absente. A partir de 1984, le pro-américain Koweït a signé un contrat de 300 millions de dollars avec la Russie et a reçu ses experts militaires. Un an plus tard elle a inauguré des relations diplomatiques avec l'Oman et les EAU. Cela ne signifie pas que l'impérialisme américain ait perdu tout le terrain mais qu'il n'a pu empêcher le partage de l'énorme butin de guerre de conflit pourri. Par ailleurs, les puissances rivales et concurrentes utilisent cette boucherie pour tester l'efficacité de leurs technologies militaires respectives, pour un éventuel conflit conventionnel entre elles.

Mais revenons à la politique des USA, dont l'affaire "Irangate" n'est qu'un petit aperçu. En effet à partir de 1983 et surtout de 1985, assurés que l'Iran ne tomberait pas aux mains des russes, ils décident de l'approvisionner en biens d'équipement civil et militaire. Cependant à l'encontre des livraisons et des déclarations publiques de soutien à l'Irak, les livraisons d'armes à l'Iran se sont faites clandestinement, par les ports d'Espagne et du Portugal et par Israël. Reagan est en train d'expliquer de façon révélatrice que les livraisons à l'Iran doivent prévenir l'influence pro-russe pour l'après-Khomeiny. C'est pour cela que Washington a continué ses envois à l'Iran, malgré les otages, les affaires sont les affaires et la stratégie géopolitique dans les conflits inter-impérialistes avalise l'ensemble.

LES KURDES EN IRAN ET EN IRAK

Le peuple kurde est réparti sur trois principaux territoires nationaux : en Iran, en Irak et en Turquie. Sa lutte armée pour constituer un état kurde indépendant est antérieure au conflit irano-irakien. Cette lutte n'est pas révolutionnaire, mais c'est une lutte de libération nationale, entre fraction du capital, même si pendant des générations ils ont été laissés pour compte ou persécutés par les pouvoirs centraux. Nombreux sont ceux qui, liés à Moscou plus ou moins strictement, veulent reproduire le même système dans un nouveau cadre national et étatique. Non seulement lutter pour la constitution d'un nouvel état ne peut en rien être un objectif communiste mais en pleine décadence du système capitaliste, c'est un objectif profondément réactionnaire alors qu'il s'agit de détruire ce système et d'en finir avec les états et les frontières. C'est la lutte pour le communisme qui résoudra ces contradictions et qui lèvera le joug des multiples nationalités du moyen-orient. Aussi toute lutte de libération nationale et la kurde en particulier, est contre-révolutionnaire, étant appuyée par la Russie capitaliste d'Etat et parce que son objectif n'est pas le communisme.

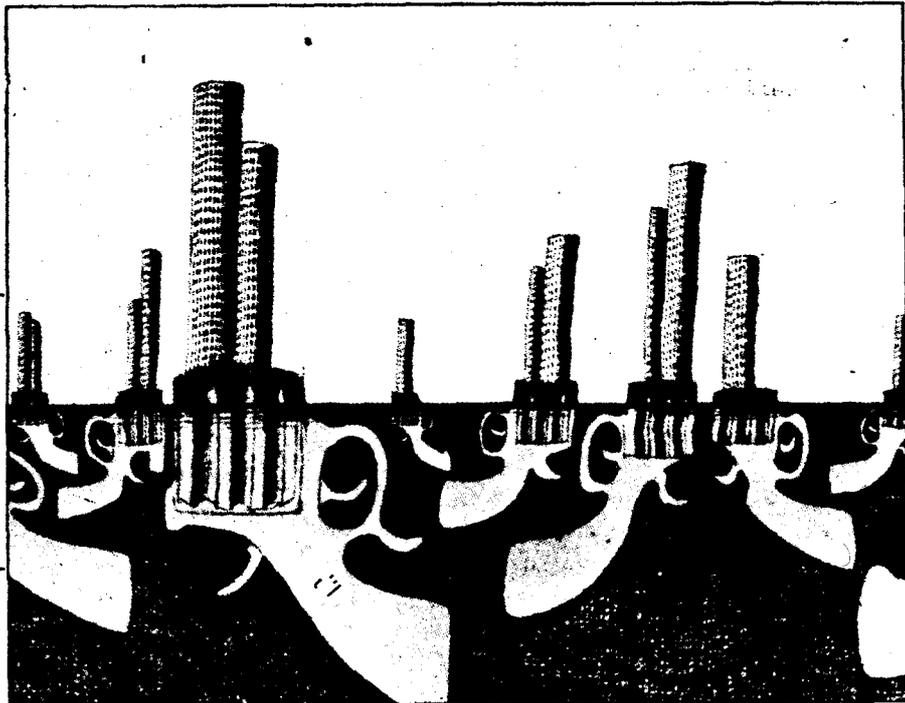
Quand Khomeiny a été canonisé " guide de la révolution " les kurdes ont cru qu'ils auraient enfin leur Etat. La réponse de l'imâm a été la même que celle du Shah: des envois de troupes avec plus de " gardiens de la révolution ". L'Etat clérical de l'islamisme chiite ne tolère aucun séparatisme, si bien qu'un quart des effectifs est affecté à la lutte contre la guérilla kurde. L'attitude de l'Etat irakien n'est pas différente. En 1986, les accords d'Alger conférèrent aux kurdes une certaine autonomie, mais ils furent immédiatement suivis de bombardements et de ratisages. Cette lutte sans trêve a pris une plus vaste dimension lorsqu'en 83, en plein conflit avec l'Iran, l'Irak a demandé à la Turquie qu'elle écrase la menace kurde sur le territoire irakien, alors que la guérilla était soutenue par l'Iran puis par la Lybie.

BENEFICE DES BLOCS IMPERIALISTES

Au sein du bloc occidental, la France est le pays qui a tiré le plus de bénéfices de cette boucherie. La caractéristique de la diplomatie de cette putain avisée est de mettre le cul entre deux chaises. Le but est clair: s'assurer une marge de manoeuvre suffisante entre un camp et l'autre, bien qu'en apparence elle soutienne l'Irak.

L'arrivée de la gauche au pouvoir a favorisé la coopération militaire avec l'Irak, bien que Mitterand ait joué les Tartuffes au Salon des armes du Bourget le ministre des affaires extérieures, Cheysson, assurait quelques mois plus tard que la politique de la France à l'égard de l'Irak serait d'une " remarquable continuité ". Par la suite, en Octobre 82, un crédit de trente milliards de francs sera débloqué pour le seul secteur militaire. Entre autres merveilles, des avions Mirage 2000, cinq Super-étendards, etc, et en 1986, cent treize Mirage F1 avec missiles exocet. Il y a au moins 63 entreprises françaises présentes en Irak, et selon la COFACE(organisme officiel d'assurances à l'exportation) elles sont déjà créancières pour quarante milliards de francs. Depuis, les successifs ministres du commerce sont passés à Bagdad pour amplifier la coopération dans le secteur militaire. Et Cheysson de déclarer fin 83: " Allons nous laisser aux seuls soviétiques le soin de maintenir un certain équilibre, de le rétablir" ?

Ainsi le soutien à l'Irak devient indispensable pour préserver les crédits consentis par l'Etat et les entreprises privées. Cependant cela n'empêche pas la France de rétablir un certain " équilibre " dans la région, c'est-à-dire de vendre aussi des armes à l'Iran mais plus ou moins clandestinement. Selon "Libération " de décembre 86, plus de 40 pays se disputent les contrats militaires: " le conflit Iran-Irak a engendré la plus grande masse de contrats militaires depuis la guerre du Viêtnam: 70 milliards



de dollars se répartissant en 40 pour l'Irak et 30 pour l'Iran.

A LA GUERRE DU CAPITAL OPPOSONS LA GUERRE REVOLUTIONNAIRE.

L'objectif visé au cours des guerres est resté l'appropriation des richesses produites. La bourgeoisie est apparue révolutionnaire dans l'Histoire face aux précédentes formes sociales de production, donnant naissance au système du salariat. La guerre prend alors aussi un caractère de mystification nationaliste pour le prolétariat, classe engendrée par le salariat et seule apte à détruire ce même système, ses frontières, sa misère et ses guerres et d'instaurer une authentique communauté humaine: le Communisme. La première guerre mondiale et la vague révolutionnaire qui l'a suivie ont démontré clairement la caducité du système capitaliste, et ont réaffirmé la nécessité du communisme, seul progrès possible aujourd'hui capable de satisfaire les aspirations humaines, tant sur le plan matériel qu'intellectuel et culturel.

La caducité du système, ou, en d'autres termes, la maturité des conditions objectives pour la révolution communiste, ont engendré d'innombrables tentatives révolutionnaires. Le prolétariat a lutté résolument pour la prise du pouvoir et la transformation sociale entre 1917 en Russie et 1937 en Espagne. Cette vague s'est initiée en surmontant le nationalisme meurtrier de 14-18, contre l'activité contre-révolutionnaire des réformistes qui appelèrent des millions de prolétaires à la tuerie. La défaite de cette vague, due principalement au stalinisme, s'est concrétisée par la seconde guerre mondiale au cours de laquelle ce dernier, contre-révolutionnaire avéré, a joué le rôle de pourvoyeur de chair à canon!

La révolution d'Octobre 17 a déchiré la trame nationaliste des réformistes et du Capital. La position internationaliste du Parti Bolchevique, opposant à la guerre impérialiste le défaitisme révolutionnaire et sa transformation en guerre civile révolutionnaire pour la dictature du prolétariat et le communisme, s'est confirmé par l'Octobre rouge qui ébranla le Monde. Pourrions-nous proposer aujourd'hui une autre solution au prolétariat en Irak ou en Iran ? Certainement pas !

Il s'agit toujours de lutter pour ses propres intérêts en tant que prolétariat, classe exploitée, et de refuser toute guerre " sainte " ou patriotique dans chaque camp, de dénoncer le jeu entre nations et au-delà la lutte entre les deux grands blocs impérialistes.

Le défaitisme est une propagande révolutionnaire qui peut transformer la situation de milliers de déserteurs déboussolés, en détonateur de la révolution. Les prolétaires qui ont déserté, voire fraternisé, ont déjà montré qu'ils ne voulaient plus être utilisés comme chair à canon. Mais le plus difficile est aujourd'hui de diriger ses efforts contre ses propres exploités pour la révolution sociale et plus particulièrement là-bas, de dénoncer radicalement l'Islam et sa religion dant toutes ses variétés, comme l'un des principaux facteurs de mystification anti-ouvrière, surtout dans cette partie du monde.

Par ailleurs, la faiblesse du prolétariat et des révolutionnaires leur a interdit toute action contre le déclenchement et le déroulement de la guerre, et ce d'autant plus que les staliniens et les trotskistes semaient la confusion à ce sujet, en plus de leur activité générale de soumission du prolétariat aux intérêts du capital. Ainsi tous les groupes trotskistes, avec quelques nuances, ont soutenu (" critique-ment " bien sûr) la théocratie en 1979 contre la dictature du Shah. On a même pu voir dans la presse de l'OCI (aujourd'hui P " C " I ") que la révolution mondiale commençait en Iran. Ces positions, de même que le soutien à la lutte de libération nationale kurde (ou autre) sont évidemment préjudiciables à l'émergence d'une solidarité révolutionnaire et doivent être dénoncées comme telles.

L'alternative n'est donc pas entre l'exploitation ou la boucherie à la mode du Shah et à la mode de l'Islam, ce qui serait rester encore en plein dans le jeu du capitalisme, mais entre ce jeu même et la conscience que le prolétariat peut avoir de sa capacité à détruire le système du salariat et par là même d'en finir avec les guerres. En temps de paix comme en temps de guerre, la seule tâche reste la lutte pour la révolution sociale, pour le Communisme.

POUR LE DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE EN IRAN ET EN IRAK !
CONTRE TOUT ETAT NATIONAL OU BLOC IMPERIALISTE !
POUR LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE !

rectification internationaliste

Suite à ses échecs militaires successifs pour occuper le Nord du Tchad, le colonel Kadhafi déclarait à l'encontre des Etats unis que si ceux ci attaquaient à nouveau son pays, allusion faite au raid aérien américain durant lequel le valeureux colonel s'était planqué, la Lybie, nous citons : "se proclamera communiste, rejoindra le pacte de Varsovie et déploiera des missiles soviétiques sur les côtes méditerranéennes." L'ensemble de la presse a reproduit cette déclaration quasiment sans commentaire et juste pour ponctuer la description des affrontements au Tchad.

Pour notre part nous en ferons quelques uns en grande partie plus motivés par le silence des journalistes que par les foucades du colonel. Premièrement, la Russie prétend faire taire les armes mais ses protégés soit disant opprimés, puisqu'ils savent aussi se transformer en occupants, ne voient en elle qu'un réservoir à missiles. Bravo Khadafi ! tu as tout compris à "la transparence" des maîtres du Kremlin qui font moins la sourde oreille à tes propositions qu'à ta lucidité tapageuse et inconsciente. Dans un sens tes accès de fureur te rendent moins dupe que les journalistes occidentaux qui se moquent de toi. Secundo, le mutisme de ces derniers sur les velléités "révolutionnaires" de Kadhafi, laisse à penser aux ouvriers que pour qu'un ou des pays deviennent communistes, sur la scène des rivalités inter-impérialistes, il suffit que celles-ci s'aident et fassent suer d'angoisse les petits dictateurs névrosés qui jusqu'alors étaient donc capitalistes ou pire encore, selon la troisième voie kadhafienne de la décadence capitaliste, islamiste. Nous ne sommes pas très loin des délires politico-stratégiques des terroristes "anti-impérialiste", entendez anti américain, dont bon nombre acquièrent

armes et passeports directement à Tripoli. Hier, la presse entretenait des mystères idéologiques autour du terrorisme et des terroristes version Baader ou autres membres des brigades rouges, fraction armée rouge, CCC ect... Nous pouvons même dire que les silences et les mensonges de celle ci, confondant à tort Russie et communisme, révolution et terrorisme, induisaient la langue de bois des seconds. Aujourd'hui, preuve par neuf est faite, que les journalistes et les terroristes ne sont guère plus évolués qu'un Kadhafi, fou de dieu en passe de devenir au gré de ses humeurs et des circonstances, un adorateur de feu Staline.

Face à la dégénérescence mentale généralisée, nous allons donc rectifier le tir à l'intention de ceux qu'excéderait la présence militaire française au Tchad, et qui soit par un faux internationalisme, soit pour des raisons plus terre à terre, feraient sans le savoir des concessions idéologiques à Khadafi et au capitalisme d'état Russe.

Rappelons donc cette simple vérité : pour qu'un pays ou des pays s'acheminent vers le communisme, il faut une révolution sociale à la tête de laquelle s'inscrit la classe ouvrière, et toute entière dirigée vers la satisfaction des besoins humains sur toute la planète. C'est pourquoi, tout communiste ne doit pas dire :

-Troupes Françaises hors du Tchad

Mais :

-démantèlement de l'Armée Française Lybienne, Américaine, Russe ect... par la classe ouvrière mondiale. A bas les frontières ! Armes pouvoir économie au prolétariat mondial ! Ni Mitterand, ni Khadafi, ni Goukouni, ni Reagan, ni Gorbatchev !

Révolution socialiste mondiale !

~
~
~

Permanences en France :

Paris : les seconds samedi de chaque mois de 14 à 16 H00
au café le "Rond-Point" . Métro Père-Lachaise .

~
~
~
Tours : Tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17H00
au café "Le Bordeaux" , place de la gare, soit le
27 juin 87 pour la prochaine. ~
~

Nancy : Tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17H00
au café de la gare, place de la gare, soit le

25 juillet 87

DOUMENG

Stalinien et affairiste, un poème !



Si nous étions amateurs d'épithètes, nous proposerions de mettre sur la pierre tombale de Jean Baptiste Doumeng: "ci-gît un capitaliste exemplaire". Pas très original, certes mais ça lui va comme un gant!

Depuis toujours le Stalinsisme nous a habitude aux choses les plus invraisemblables. Quel meilleur exemple que celui du "Milliardaire rouge", qui pendant des décennies essaie de nous faire croire à sa fidélité aux idées communistes. Lui qui a fait du vol institutionnalisés (la plus-value) un art et qui était une parfaite illustration de la réussite dans l'arnaque légale, prônait "un esprit capitaliste sans capitalisme". Quelle merveilleuse leçon de dialectique! Et quand il déclarait qu' "un type riche est un con. Un type qui s'aliène à défendre ce qu'il a est un pauvre type" il ne faisait que son auto-portrait. Mais ne soyons pas trop injustes avec notre malheureux défunt, il faut quand même admettre qu'il était d'une efficacité redoutable. En effet, avec son visage grossier et ses manières vulgaires il était capable de s'imposer, par l'action magique de l'argent, là où les affaires s'annonçaient profitables.

Pour un "combattant communiste", son itinéraire est pour le moins paradoxale, car en voulant changer le mauvais du Monde, comme dit Libération, à la suite d'une enfance misérable, il affirmait: "j'ai aujourd'hui la puissance pour déplacer les forces. Pour cela il m'a fallu acquérir une des forces économiques les plus grandes du Monde". Ce parcours n'est pas exactement l'itinéraire traditionnel d'un communiste ayant vécu l'injustice de cette société et devant tout mettre en oeuvre pour la renverser.

Les convictions communistes de Doumeng étaient aussi crédibles que celles de Gorbatchev. Son appartenance au P"CC" lui assurait en quelque sorte le monopole du marché agro-alimentaire avec les pays de l'Est, en particulier avec la Russie. Alors quitter le P"CC" (où il occupait une place dirigeante) et rompre

avec la Bureaucratie stalinienne eût été pour lui un véritable sabotage.

Cependant, il avait d'autres cordes à son arc, car notre "grand communiste" entretenait des rapports soignés avec les plus grands dignitaires de la planète. A ce propos il avait l'habitude de se vanter: "je peux aller m'inviter chez trente chefs d'Etat".

Tout au long de son parcours remarquable de "bon léniniste" (c'est ainsi qu'il a été désigné par un analyste du P"CC") il a su se doter des mécanismes nécessaires à masquer ses sombres affaires (notamment Interagra, entreprise bidon dont une partie des bénéfices alimentait les caisses du P"CC"), et quand il s'agissait de tricheries trop douteuses, il avait toujours sous la main un ami pour le tirer d'affaire. Plus louche que Doumeng, tu meurs!

Comme tout capitaliste qui se respecte, il comptait avec l'estime de toute la classe politique. Il ne pouvait pas en être autrement car il était une espèce de "gourou" vénéré, toujours prêt à donner un petit coup de pouce là où le capital avait des difficultés; comme le témoigne avec une certaine nostalgie un ancien Directeur de Cabinet ministériel: "si la balance commerciale commençait à trop pencher du côté moins on l'appelait. Sa disparition est d'autant plus lamentable pour ce système qu'il avait pris une part importante dans les ambitions exportatrices de la France"... Capitalistes, escrocs et magouilleurs de tout poil sont en deuil!

Jean Baptiste Doumeng est né pauvre, a vécu comme un capitaliste exemplaire et est mort comme un empereur romain, par excès de bonne encre!

SOUSCRIPTION

Pour développer la diffusion de nos idées en France, en Espagne et éventuellement dans d'autres pays, nous avons besoin de moyens financiers supérieurs à ceux qui sont les nôtres. Envoyez-nous votre soutien à l'ordre de : ALARME CCP n° 151628 U Paris

EXPLOITATION: NON REMBOURSABLE !

La CGT défile de Nation à Bastille, entraînant derrière elle une masse d'abrutis pour défendre la Sécurité Sociale, bastion intouchable des " conquêtes ouvrières ", et remis en cause aujourd'hui par le Capital. La maladie coûte chère, surtout aux plus démunis, malades de vivre et de respirer dans une atmosphère de merde !

Une marche de plus pour le troupeau bêlant et des bergers gardes-fous ravis de leur impact et du bon déroulement de l'action réactionnaire. Qu'avons-nous à défendre, nous producteurs exclus de cette société d'abondance ?

Il est évident pour reprendre le proverbe connu " qu'il vaut mieux être riche et en bonne santé que pauvre et malade "; c'est pour cela que notre réponse à tout ce cirque est: " allez vous faire foutre vous et votre charité ", si nous sommes malades à force de bosser ou de ne plus bosser, manger ou ne plus manger, c'est la faute de ce système débile qui nous exploite toujours plus et de cela la Sécu ne nous remboursera jamais, pas plus qu'elle ne nous remboursera de notre vie perdue à la gagner !

Détruisons les maux afin d'en guérir les effets ! Nous ne devons pas nous battre pour des meilleures conditions d'exploitation, mais pour la révolution prolétarienne internationaliste afin de bénéficier de la véritable sécurité sociale, c'est-à-dire une so-

société sans classes, sans fric et sans frontières ! Pour cela le prolétariat imposera sa dictature à tous les salauds qui veulent nous faire croire que les cotisations patronales sont un geste de bonté envers nous, alors qu'en fait ce n'est qu'une infime partie de la plus-value qu'ils nous extirpent avec l'aide et la complicité active des syndicats et autres chiens de garde du Capital tels les trotskistes et les gauchistes.

Aujourd'hui la majeure partie des concessions faites précédemment par le capitalisme à la classe ouvrière ont été reprises par lui et les conditions de vie du prolétariat et de l'humanité ne cessent de se dégrader de jour en jour; c'est pour cela qu'il est nécessaire de s'unir afin d'effectuer la révolution communiste qui se fera par la classe ouvrière qui instaurera alors la communauté humaine mondiale, en abolissant le travail salarié.

Nous ne défendons pas la paix sociale et son in-Sécurité sociale qui font de nous des marchandises, mais nous nous battons contre la sécurité de l'exploitation afin de devenir des êtres humains !

A LA LUTTE, CAMARADES !

Cinq têtes nucléaires fabriquées par jour aux Etats-Unis

Les Etats-Unis possèdent un complexe industriel produisant cinq nouvelles têtes nucléaires par jour, selon une étude récemment rendue publique. Cette industrie, qui a fabriqué un total de soixante mille têtes nucléaires depuis 1945 et dont le Département de l'énergie a l'entière responsabilité, a un chiffre d'affaires annuel de 7,5 milliards de dollars et emploie quatre-vingt-dix mille personnes, selon l'étude financée par la Natural Resources Defense Council.

De 1981 à 1987, la production s'est élevée à onze mille têtes nucléaires et dix types différents de bombes. Depuis 1945, les Etats-Unis ont produit soixante et onze différents types de têtes nucléaires pour cent seize types d'armements nucléaires.



Sans commentaire, serions nous tenter d'écrire. Mais l'ignominie et la bassesse du système capitaliste, son hypocrisie quotidienne transparaissent sans équivoque quand les chiffres parlent ! Devant l'attitude de la classe capitaliste internationale qui se payent... notre tête en plus de celles nucléaires, la réponse ne peut elle aussi souffrir l'équivoque: il faut en finir révolutionnairement avec le capitalisme. Il faut donc achever violemment cette société moribonde capable seulement d'engendrer la misère généralisée et la menace d'un holocauste total. La classe ouvrière, qui peut seule en finir avec "l'équilibre" de la terreur capitaliste en détruisant les frontières, les armées et la production de guerre, doit dès aujourd'hui rompre avec les horizons bornés de la prostitution marchande et du salariat qui l'avilissent. Sa dictature de classe s'étendant mondialement contre les intérêts meurtriers des capitalistes et contre les apôtres actuels du désarmement, est seule capable de donner aux instruments de production une utilité humaine. Un monde sans classes et sans coertitions nationalistes est à gagner !

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de ALARME CCP n° 151628 U Paris

Dépôt légal: 2° trimestre 87.
Directeur de la publication
P. Maréchal

Commission par. 61890.

Grèves et Affrontements en Espagne

L'agitation sociale persiste en Espagne depuis maintenant trois mois. Les secteurs les plus divers se sont tous ou conjointement mis en grève et de nombreux affrontements ont eu lieu avec la police et la garde civile. Les étudiants, les ouvriers agricoles, les transports, les hôpitaux, les chantiers navals, les mines, ont manifesté leur opposition à la politique du gouvernement "socialiste". Tant en Catalogne qu'en Andalousie, en Extrémadure qu'en Asturies, pas un coin d'Espagne qui n'ait été touché par ce mouvement très large, un des plus importants quant au nombre de grévistes depuis une dizaine d'années.

Ces luttes ont été marquées par de nombreux affrontements, en particulier à Reinosa et à Guarnizo, à côté de Santander. En réagissant à des licenciements les travailleurs ont montré leur détermination et leur colère, désarmant même la garde civile. Plusieurs nuits d'émeute, mobilisant tous les prolétaires de la ville, ont manifesté de façon évidente l'opposition au plan gouvernemental et patronal (les deux étant en l'occurrence du P"SO"E). Ils n'ont cédé que devant une féroce répression qui a fait un mort, et l'occupation militaire des villes concernées. Ailleurs c'est le plan économique du gouvernement qui a été refusé, en particulier dans le secteur des transports et de la santé. Tant Madrid que Barcelone ont été paralysées plusieurs fois. Finalement la prévision de 5% d'augmentation des salaires (avec une augmentation des prix très largement supérieure) est devenue beaucoup plus floue qu'à l'origine et des améliorations y ont été apportées. De même à Puerto Real, les chantiers navals de Cadix, les ouvriers refusent les licenciements et affrontent la police car ils n'acceptent pas d'être traités comme les marchandises inutiles d'un secteur condamné.

En Andalousie, au même moment, les ouvriers agricoles luttent contre la suppression des emplois communautaires (embauches collectives pour des travaux publics permettant de "faire la soudure" entre deux périodes de récoltes), remplacés systématiquement par l'allocation annuelle de chômage qui permet à peine de manger. De plus cette allocation n'est garantie qu'à ceux qui ont travaillé au moins 60 jours dans des travaux agricoles en un an. Or la mécanisation de certains secteurs et l'extension des friches dans

les grandes propriétés, ont réduit encore les possibilités de travail, laissant de nombreux ouvriers au chômage complet et donc sans allocation de survie. La concurrence entre travailleurs s'est exacerbée et nombreux sont ceux qui, pour obtenir le certificat garantissant le versement de l'allocation, ont accepté de travailler gratuitement pendant 60 jours. Les journaliers ont essayé de lutter contre ces mesures, par de grandes manifestations à Madrid, des occupations de terre, des piquets pour exiger l'embauche collective, etc. Là aussi la répression est féroce : affrontements avec la police et surtout nombreux procès avec de lourdes condamnations contre ceux qui "ont violé la propriété privée" et ont occupé des terres ou des locaux.

Plus récemment la grève des mineurs en Asturies s'est déclenchée et étendue spontanément à l'ensemble du bassin minier de Hunosa. L'extension s'est produite en dehors de toute consigne syndicale, avec vigueur et rapidité, dans ce contexte général déjà agité. A chaque fois le gouvernement a réagi de la même façon : par la répression.

C'est que les exigences du patronat sont de plus en plus pressantes, d'autant que l'entrée de l'Espagne dans la CEE accentue la pression de la concurrence sur des industries souvent peu ou pas modernisées. Bien sur, qui dit modernisation dit licenciements, dans un pays qui détient le record du chômage en Europe (22% de la population active soit officiellement 3 millions de chômeurs). Aussi le gouvernement ne peut-il compter sur ses seules forces pour faire accepter "sa" politique. Déjà on voit que les forces de répression policière ne suffisent pas à calmer les prolétaires. Auparavant le gouvernement avait tenté, depuis 1982, de persuader les salariés d'accepter des sacrifices. Et dans une certaine mesure il y était parvenu. Mais, quelle faute impardonnable ! Nous avons oublié de rappeler que ce gouvernement est de gauche, "socialiste" comme il se nomme. Le premier ministre Gonzalez a promis monts et merveilles, il a été soutenu plus ou moins critiquement par les P"C" et les gauchistes ainsi que divers nationalistes de gauche, mais comme tout gouvernement, il ne peut que manoeuvrer plus ou moins faiblement dans le cadre politique économique et social de ce monde : le cadre du capital. Après s'être

usé la salive, il use les matraques, balles de caoutchouc, canons à eau, blindés et autres troupes de choc. Mais encore une fois, cela ne peut suffire car sa nature est ainsi mise à nu par ses électeurs.

Mais si la persuasion du gouvernement ne joue plus, celle des gouvernements a encore de l'avenir. En effet l'Espagne est organisée en 17 régions autonomes ayant chacune à sa tête un gouvernement régional. Cette organisation ne prend un poids substantiel que là où se conjuguent la force d'une histoire et d'une langue sensiblement différentes du reste de l'Espagne, avec un potentiel économique important. Deux régions réunissent de façon optimale ces facteurs: le Pays Basque et la Catalogne. Là, l'autonomie régionale a été réclamée depuis longtemps et elle est devenue le cheval de bataille de la plupart des formations politiques, exprimant parfois une volonté indépendantiste. Régionalistes (nombreux aussi à Valence, en Galice, en Andalousie) et nationalistes distillent ou assènent une propagande subventionnée par l'Etat Espagnol et par leurs propres sources (le stalinisme pour l'ETA par exemple). Ils s'efforcent de convaincre les travailleurs que le mal c'est Madrid et son centralisme, voire son "impérialisme castillan". En mettant l'accent sur le "c'est la faute à Madrid", ils encouragent le nationalisme, cherchant à provoquer au niveau régional une adhésion des prolétaires aux intérêts du capital, adhésion qui s'obtient plus difficilement au niveau national comme on l'a vu plus haut. Ainsi lors des différents conflits industriels le Parti National Basque et Herri Batasuna (face visible de l'ETA) ont mené campagne pour la préservation de l'industrie basque, demandant que les entreprises soient plutôt fermées dans le reste de l'Espagne. H.B se propose même de représenter tous les opprimés (ceux qui sont opprimés par l'Etat espagnol, y compris les patrons des "nationalités opprimées") au parlement européen. En Catalogne, où sévit le patronat le plus puissant d'Espagne, les ouvriers sont licenciés avec des larmes du genre "Ah! s'il ne s'agissait que de nous, mais il y a Madrid". Si au pays basque, l'ETA est engagée dans une lutte militaire du côté stalinien, en revanche la plupart des régionalistes savent qu'ils peuvent exercer une pression sur l'Etat pour partager plus de pouvoir avec lui, dans la

mesure où ils ne mettent pas en danger la vache à lait qui les subventionne et qui justifie leur existence. Le nationalisme est l'un des plus écoeurant ennemi du prolétariat, qui cherche à masquer que les prolétaires n'ont pas de patrie, et qu'ils ont déjà démontré par la pratique révolutionnaire le caractère internationaliste du prolétariat.



Cependant le nationalisme n'entraîne pas une adhésion massive des travailleurs espagnols ; il détermine simplement des réflexes défensifs sur le terrain capitaliste et c'est bien assez comme cela ! Les syndicats sont bien autrement influents, et c'est sans doute pour cela que le gouvernement recherche si fort leur appui. Les deux grandes centrales syndicales actuelles sont l'UGT (pro-"socialiste") et les Commissions Ouvrières (CC.OO pro-"communistes"). La première, très liée au pouvoir, a obtenu, grâce à une sur-représentation des petites entreprises (où elle est majoritaire) le plus grand nombre de délégués du pays aux dernières élections syndicales. Malgré sa collusion évidente avec le P"SO"E, l'UGT manifeste une timide opposition au gouvernement, vu la colère de sa base. Entre l'UGT et les CC.OO, un jeu s'est instauré : comment éviter d'appeler en même temps aux mêmes grèves. Ceci dit, si les débordements physiques ont été nombreux, les débordements politiques sont bien faibles. Les prolétaires ont rarement enfreint les consignes syndicales quant à la durée de leurs mouvements, à la nature des revendications, aux formes de lutte (acceptant des grèves tournantes et ne se trouvant jamais en grève en même temps que les autres travailleurs dans une même région), et n'étendant presque jamais leur action. Surtout, en-dehors de la grève de Hunosa (et encore, avec de nombreuses limites) il n'y a jamais eu de prise en main de la

grève par les grévistes. L'initiative des revendications et de l'organisation est restée dans les mains des syndicats (délégations, piquets, extension, instances de discussion et de décision), et principalement aux CC.OO.

C'est le dernier bastion des multiples débris du P"C"E éclaté en une multitude de partis staliniens, dont chacun est dirigé par un leader stalinien ayant fait ses preuves comme cireur de bottes moscovites. De même que le P"C"F et la CGT, le KKE en Grèce... et le Parti de Gorbatchev, les CC.OO se sont lancés dans l'actuelle campagne internationale de redoragage du blason stalinien. Langage radical, appels incessants et le plus inopportuns possibles à la grève générale, dénonciation hargneuse de la collusion UGT-P"SO"E. Les CC.OO se présentent aujourd'hui comme "les seuls défenseurs de la classe ouvrière" et arrivent à le faire croire aux intéressés dans une certaine mesure. Chez les ouvriers agricoles et dans les entreprises les plus grandes, les CC.OO sont désormais majoritaires. La centrale stalinienne jette de l'huile sur le feu, faisant payer à ses amis d'hier (Gonzalez & C°) leur revirement pro-OTAN, et se refaisant une virginité "combattante", alors que sa réputation était quelque peu entamée depuis quelques années, cassant ainsi bon nombre de luttes. Dans les rares secteurs où les syndicats ont été débordés politiquement, les gauchistes ont joué le rôle de rabatteurs du capital par des comités plus ou moins bidons ou très fermés localistes et sectoriels comme ceux que l'on a connu à la SNCF récemment en France et mêlant bien souvent à leur soupe parasyndicale les pires relents régionalistes. Le but avoué de ces syndicalistes en dehors des syndicats est de pousser les directions "dans le bon sens", de mettre en

avant des délégués combattifs, bref de revitaliser les syndicats au moment où ils en ont le plus besoin ou de former un nouveau type de syndicalisme et d'entretenir le mythe d'une action syndicale "authentiquement ouvrière" alors que les syndicats ne sont que des organismes de régulation de l'achat et la vente de la force de travail, intégrés à l'Etat.

Ce qui reste frappant dans ces grèves récentes, c'est le décalage entre la violence des affrontements, la combattivité des travailleurs et la faiblesse de leurs exigences, de leurs revendications et surtout de leur organisation. Les grèves de caractère syndical, unies ou pas, radicales ou non, ne peuvent en aucun cas être des victoires ouvrières car les prolétaires n'y sont pas maîtres de la lutte. Plus elles sont simultanées, plus leur isolement ressort fortement et souligne leur pauvreté revendicative et projective. C'est la capacité d'organisation et d'invention du prolétariat qui est en jeu face à tous les défenseurs dont dispose le capital. Nationalistes, syndicalistes, staliniens ont durement affecté l'efficacité offensive des salariés. Il reste la combattivité et la désillusion sur le P"SO"E comme avantages non négligeables.

Le seul moyen d'en profiter, c'est de lutter en-dehors et contre les syndicats, les forces nationalistes, de dénoncer et de refuser toute collaboration avec les organisations staliniennes ; c'est de s'organiser par et pour nous-mêmes en soulignant l'unité fondamentale du prolétariat, urbain ou rural, industriel ou "tertiaire", actif ou au chômage, dans des revendications exprimant clairement la volonté et la tendance à l'abolition du salariat, au communisme.

Sommaire

<i>La sécu: escroquerie, injustice, contrainte</i>	P 1
<i>Tcherno-Bâle-byt: l'arbre qui cache la forêt</i>	P 5
<i>Iran-Irak: défaitisme révolutionnaire !</i>	P 7
<i>Rectification internationaliste</i>	P 11
<i>Doumeng: stalinien et affairiste, un poème !</i>	P 12
<i>Exploitation: non remboursable !</i>	P 13
<i>Grèves et affrontements en Espagne</i>	P 14